

**Arrêté n° 801/2023/DREAL/UD88 du 19 JUIL. 2023**

**mettant en demeure la société Centrale Éolienne du Pays entre Madon et Moselle, de réaliser des travaux d'ensemencement de trois parcelles agricoles au droit de l'aérogénérateur E10 sur la commune de Madonne-et-Lamerey**

La Préfète des Vosges,  
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 163-1, L. 163-4 et L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 252/2021/DREAL/UD88 du 18 mars 2021 complétant l'arrêté préfectoral n° 446/2014 du 30 janvier 2014 autorisant la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE d'exploiter un parc éolien de 13 aérogénérateurs et 4 postes de livraison sur le territoire des communes de Damas-et-Bettegney, Dompaire, Gelvécourt-et-Adompt, Les Ableuvenettes et Madonne-et-Lamerey ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 juin 2023 mettant en évidence que la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 16 juin 2023 ;
- Considérant que le chantier du parc éolien du PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE s'est terminé en novembre 2022 ;
- Considérant que la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE n'a pas effectué les travaux de compensation en zones humides selon les modalités mentionnées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, après plus de six mois de mise en service de ce parc éolien ;
- Considérant que la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE n'a pas réalisé les deux sondages pédologiques indiqués à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
- Considérant que la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE n'a pas émis d'observation à l'égard du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 16 juin 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

## Arrête

**Article 1** – La société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE est mise en demeure, dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de réaliser l'ensemencement des trois parcelles mentionnées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 252/2021/DREAL/UD88 du 18 mars 2021, selon les modalités de l'article 3 de cet arrêté ;
- de réaliser, préalablement à cet ensemencement, les deux sondages pédologiques indiqués à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
- de réaliser un suivi écologique des trois parcelles précitées, tel qu'il est indiqué à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CENTRALE ÉOLIENNE DU PAYS ENTRE MADON ET MOSELLE, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Madonne-et-Lamerey.

Fait à Épinal, le **19 JUIL. 2023**

La Préfète,

La Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale par intérim



Carole DABRIGEON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.